Mardi 14 juillet 2020 – Résidence de France

Intervention de l'Ambassadeur, M. Jean-Louis ZOËL

Chers amis, chers compatriotes,

La célébration de ce 14 juillet 2020 est vraiment très particulière.

D'abord la crise de la Covid-19 qui nous a conduits à limiter très strictement le nombre des présents, bissau-guinéens et français, dix fois moins que d'habitude et à prévoir des consignes spécifiques. Hervé Goudal vient de vous les exposer. Respectez les distances entre vous et les autres consignes.

Ensuite, pour moi, c'est une des nombreuses dernières choses que je fais probablement en ce moment, ma dernière réception, mon dernier discours, mon dernier 14 juillet officiel. Je suis en effet atteint par la limite d'âge en août prochain et un nouvel ambassadeur a été proposé à l'agrément du Chef de l'Etat bissau-guinéen pour me succéder. Je regrette aussi, l'impossibilité pour ma femme, bloquée en France, d'être présente, comme elle le regrette aussi. (...) Ce n'est pas comme cela que j'imaginais mes adieux à la Guinée-Bissau et aux personnes que nous y avons rencontrées.

Je salue la présence de deux amis personnels bissau-guinéens, Messieurs Idrissa Djalo et Huco Monteiro, que j'ai invités à ce titre là seulement, des amis, même s'ils ont bien d'autres titres à la notoriété, ainsi que la présence des rares membres de la communauté française que nous avons pu convier.

1) Pour une fois, vu l'assistance très limitée, je n'éprouve pas besoin de m'étendre longuement, comme j'ai coutume de le faire, pour rappeler que le 14 juillet n'est pas notre fête de l'indépendance ni seulement une référence à la prise de la Bastille.

Il y a depuis plus de mille ans une entité politique et juridique souveraine, depuis sa création en juillet 987, avec l'élection-couronnement du premier de nos rois, le premier anneau d'une très longue chaîne qui a forgé l'Etat puis la France. La France était en quelque sorte indépendante avant de devenir la France et n'a obtenu son indépendance d'aucun autre Etat ou d'aucune autre nation. Notre sentiment d'identité nationale n'est venu qu'au fil des siècles.

Autre élément, la loi adoptée en 1880 qui a fait du 14 juillet notre fête nationale ne fait référence à aucune année en particulier, seulement au 14 juillet. C'est délibéré parce qu'elle visait aussi et même peut-être surtout un autre 14 juillet, un grand moment d'unité nationale, la Fête de la Fédération, qui a eu lieu le 14 juillet 1790, sur le Champ de Mars autour du Roi, un an après la prise de la Bastille. Cela n'a pas tenu longtemps, comme on le sait. Mais ce souvenir reste.

2) Nos autorités en France ont souhaité aussi, à juste raison, que le 14 juillet soit l'occasion de rappeler l'hommage et la reconnaissance de la nation française à toutes celles et à tous ceux qui se sont engagés dans la lutte contre le Covid-19 et continuent de le faire ; les personnels soignants et tous ceux qui ont permis aux hôpitaux de fonctionner, aux Français, confinés ou non, de se nourrir, d'avoir l'eau, l'électricité et l'Internet, du carburant ou du fuel, de collecter les ordures... On pourrait multiplier les exemples et des Français se sont engagés aussi à travers le monde dans cette même lutte.

Je remercie aussi certains de nos compatriotes et quelques entreprises, ici présentes, Daniel Lima de Brisa, Jean Moura de CFAO et Stephen Grassagliata d'Eiffage d'avoir pris l'initiative d'une collecte auprès de notre petite communauté pour apporter une aide à nos amis bissau-guinéens bien démunis en cette période de crise sanitaire. Cette initiative a bénéficié du concours du centre culturel, de sa directrice, Isabelle Diris, et de l'ONG EMI, représentée par Capucine del Medico.

La crise sanitaire non seulement n'est pas finie, de nombreux pays étant encore dans une phase ascendante, mais on redoute aussi des reprises de la pandémie dans d'autres pays déjà entrés dans le déconfinement et la phase de reconstruction.

Reconstruction économique, écologique et sociale pour soutenir nos entreprises et nos emplois qui ont souffert et vont souffrir sans doute encore davantage et sans doute aussi la reconstruction de nombreuses vies personnelles éprouvées par la mort de proches et par des pertes d'emplois et de revenus. Reconstruction plus généralement enfin de notre avenir et de notre destin collectif, de notre solidarité nationale autour des valeurs de la République.

3) La solidarité n'est pas que nationale mais aussi avec nos partenaires européens et internationaux, y compris en Afrique. En Guinée-Bissau depuis de très nombreuses années, la France n'intervient plus, en bilatéral, sauf par le biais de subventions à des ONG ou par l'aide à l'enseignement du français via le centre culturel. A cet égard, il n'y a pas que l'Etat, Air-France, comme vous ne le savez que trop bien, ne dessert pas non plus la Guinée-Bissau, ce qui nous aurait été bien utile en ce moment. C'est un choix assumé alors que dans le milieu des années 1990 nous pouvions nous considérer légitimement comme la principale force d'accompagnement de la Guinée-Bissau vers les libertés politiques et économiques et l'intégration régionale.

Mais cela ne veut pas dire que notre aide a cessé. Même en cette période de crise sanitaire, quand l'Union Européenne apporte son aide matérielle ou financière, quand le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou la Banque mondiale débloquent des fonds d'urgence, c'est aussi la France qui intervient, car nous en sommes des contributeurs majeurs (presque 20% pour l'Union Européenne par exemple).

4) S'agissant de la Guinée-Bissau, j'avais aussi formé beaucoup d'espoirs pour que, à mon départ, elle se retrouve dans la même fenêtre d'opportunité que l'on avait cru voir se constituer au printemps 2014 : des élections législatives et présidentielles libres et crédibles, acceptées par tous, une majorité suffisamment large et claire pour qu'un Gouvernement bénéficiant de la confiance de la communauté internationale et de ses bailleurs de fonds comme on dit, puisse se consacrer uniquement aux défis du développement, négligés depuis presque l'indépendance, et non à des crises politico-militaires à répétition.

Cela ne s'est pas passé ainsi en 2014. Les sorties de crises ont une fâcheuse tendance ici à ouvrir d'autres crises. Et la communauté internationale, dont la France, et moi à Bissau, n'avons pas ménagé nos efforts pour surmonter les nouveaux obstacles et limiter les retards sur le calendrier électoral constitutionnel. Les élections présidentielles de 2019 devaient clore le nouveau cycle électoral. Elles étaient cruciales pour l'enracinement et la crédibilité de la démocratie et de l'Etat de droit dans ce pays.

Nous avons certes reconnu, comme bien d'autres Etats, l'accession à la Présidence de la République de M. Umaro Sissoco Embalo après la décision des Chefs d'Etat de la CEDEAO du 22 avril dernier.

Mais 2020 est loin de remplir, jusqu'ici en tout cas – nous ne sommes qu'en milieu d'année -, tous les critères d'une vraie nouvelle fenêtre d'opportunité. Si l'on mentionne seulement la crise sanitaire, toujours en expansion, son impact économique et social, actuel et futur, les perspectives de la campagne de cajou et des finances publiques, il y a une responsabilité et une tâche immenses pour tout Gouvernement.

***

Je voudrais terminer, par une note d'espoir, et en fait par la même citation que l'année dernière, d'un des rares universitaires spécialistes de la Guinée-Bissau et des anciennes colonies portugaises, qui se trouve être un Français, René Pélissier.

« *Chaque peuple, même jeune, porte en lui, ou devant lui, sa propre Renaissance. (…) Il ne faut jamais en désespérer* ».

Merci à tous, spécialement à ceux qui m'ont soutenu et supporté dans les dernières années de ma mission, je veux citer Hervé Goudal, Jean-Noël Lebeau, Isabelle Diris, Liliana Luis Afonso, et au début, Maxime Talidec, ainsi qu'à tous les agents de l'ambassade et du centre culturel. Merci aussi aux quelques amis ici présents.

Je vous souhaite à tous, ainsi que ma femme, présente par la pensée, le meilleur pour l'avenir.

Vive la Guinée-Bissau, vive l'amitié entre nos peuples et bien sûr et surtout « Vive la France »./.